



# Après les élections, poursuite du trip libéral ou relance sociale ?

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

Y aura-t-il non seulement une prise de conscience, mais les conséquences en seront-elles tirées ? Rappelons que pour Force Ouvrière, à l'instar de beaucoup d'autres syndicats en Europe, la montée des mouvements de rejet de l'autre est avant toute chose liée aux questions économiques et sociales : augmentation du chômage, précarité, explosion des inégalités, remise en cause des services publics et stagnation ou diminution du pouvoir d'achat.

Sur le plan national, nous aurons rapidement des réponses au travers de trois dossiers. Le premier est celui de la revalorisation du Smic au 1er janvier 2016.

Y aura-t-il ou non un coup de pouce au-delà des 0,6% obligatoires ? Ce serait un signe pour l'ensemble des salariés concernés et une relance pour les négociations des minima conventionnels de branche.

La réponse est négative. Les salaires ne sont toujours pas une priorité gouvernementale.

Y aura-t-il une révision des aides publiques aux entreprises afin que celles-ci soient conditionnées et ciblées, à la différence du pacte idéologique dit de responsabilité, dont on peut mesurer l'inefficacité

économique et les conséquences désastreuses pour les services publics ?

Enfin, que fera le gouvernement concernant la réforme du Code du travail et de la négociation collective ?

Poursuivra-t-il son trip libéral en allégeant le Code du travail et en affaiblissant les niveaux nationaux de négociation, ou renforcera-t-il la hiérarchie des normes ?

Il ne s'agit pas de plaider pour le statu quo, ne serait-ce que du fait que nombre de dispositions complexes du Code du travail sont d'initiative patronale.

Mais qui aura la priorité, le capital ou le travail ?

Autrement dit, c'est encore une fois toute la question de la politique économique et sociale qui est posée, entre renforcement du libéralisme ou relance keynésienne et sociale ?

Pour notre part, nous maintenons l'intégralité de nos positions et revendications.

Le pacte républicain doit supplanter le pacte budgétaire européen, le social doit s'imposer à l'économique.

C'est une urgence sociale, économique et démocratique.